CONSEIL GENERAL DE TARN-ET-GARONNE

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE

Séance du 30 novembre 2009

CP 09/11-31

L'an deux mil neuf, le 30 novembre à 15 h 45, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Etaient présents : MM. Empociello, Viguié, Gonzalez, Mouchard, Roger, Roset, Astoul et Bénech.;

Absents, excusés : MM. Cambon, Massip, Moignard et Astruc.

« AVENIR ENTREPRISE » AIDE IMMOBILIERE AUX ACTIVITES PRODUCTIVES COOPÉRATIVE PRUVAL, RÉMONDI-ZARROCA, ABSOGER, GRETEL, MINIER, SBI TECHNOLOGIES

Conformément à la délibération du Conseil Général adoptée lors de la DM2 du 16 novembre 2007, le Département peut apporter une aide financière directe aux entreprises dans leurs phases d'implantation, de développement ou de reprise, pour des projets qui englobent à la fois l'investissement immobilier, l'achat de matériel de production et les études associées à des programmes de recherche et développement.

Cette politique « Avenir Entreprise » repose donc sur trois aides (immobilier, mobilier, immatériel) qui sont mises en oeuvre concomitamment ou non en fonction du contenu du projet présenté par l'entreprise, des dépenses éligibles et, bien sûr, du nombre d'emplois maintenus ou créés.

En ce qui concerne les opérations subventionnables, le principe est d'accorder les aides départementales aux projets de développement prévus par les entreprises pour les trois années à venir. Dans ce cadre, l'aide apportée par le Département vise à répondre globalement à l'ensemble des besoins définis par l'entreprise.

En matière de développement économique, le dispositif « Avenir Entreprise » permet d'apporter des subventions tant aux acteurs privés, tels que les entreprises qui souhaitent réaliser un projet global d'investissement et exercent leur activité dans la production de biens ou de services, sous réserve que ces services concourent à l'amélioration de la production des entreprises industrielles, qu'aux acteurs publics, tels que les collectivités locales lorsqu'elles sont mandatées par des entreprises pour lesquelles elles réalisent des investissements immobiliers.

Je vous précise qu'à mi-parcours de la période de 3 ans, la Région et le Département ont prévu de rencontrer l'entreprise afin de réajuster éventuellement le programme en cours et les aides accordées.

Le taux de participation ainsi que le montant maximum de l'aide du Département sont fixés au cas par cas, en fonction des investissements à réaliser et des participations des autres collectivités, dans le respect des taux maximum d'aides cumulées autorisés par le nouveau règlement A.F.R. 2009 (aides à finalités régionales) approuvé par la Commission Européenne à savoir :

Taille des Entreprises	Taux maximum d'aides
Grandes entreprises (plus de 250 salariés)	0,00% ou règle de minimis (dans la limite de 500 000 € sur 3 ans)
Moyennes entreprises (de 50 à 250 salariés)	10%
Petites entreprises (moins de 50 salariés)	20%

Ainsi, c'est depuis le 1er janvier 2008, que ces nouvelles aides départementales intitulées « Avenir Entreprise » se sont substituées au régime du F.D.I.E. (Fonds Départemental d'Intervention Economique) que vous connaissiez.

* * * * *

I. MODALITES D'OCTROI DES 3 AIDES ISSUES DU DISPOSITIF AVENIR ENTREPRISE

1. Investissements immobiliers :

La subvention départementale pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de bâtiments est accordée selon un taux fixé au cas par cas par le comité « Avenir Entreprise ». Ce taux ne peut toutefois excéder les limites d'aides aux entreprises fixées dans le cadre du zonage A.F.R. calculée sur le montant HT de la dépense éligible cette subvention est plafonnée à 100 000 € sur une période de trois exercices fiscaux.

2. Acquisition d'équipements industriels de production :

La subvention départementale pour l'achat d'équipements industriels de production en relation directe avec l'activité de l'entreprise est accordée selon un taux fixé au cas par cas par le comité « Avenir Entreprise ». Ce taux ne peut toutefois excéder les limites d'aides aux entreprises fixées dans le cadre du zonage A.F.R. calculée sur le montant HT de la dépense éligible, cette aide est :

- limitée à 1/3 de la subvention possible totale,
- plafonnée à 25 000 € par programme d'investissements présenté.

3. Investissements immatériels

La subvention départementale pour :

- les études pré-opérationnelles de faisabilité technique ou commerciale,
- les audits, diagnostics ou autres types d'études de positionnement,
- les programmes de Recherche et Développement pour la mise au point de nouvelles techniques ou produits,

est accordée au taux de 20 % maximum,

est calculée sur le montant HT de la dépense éligible, l'aide est plafonnée à 10 000 € par opération.

Dans le cadre des dispositions précitées, le comité technique « Avenir Entreprise », réuni le mercredi 21 octobre 2009, a déterminé les projets éligibles aux aides à l'acquisition de matériel de production susvisés, projets que je vous sou mets ci-après :

II. PROPOSITIONS D'AIDES POUR LES EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURE A FINALITE ECONOMIQUE

COOPÉRATIVE PRUVAL A SAINT-LOUP

La coopérative PRUVAL, implantée sur la commune de Saint-Loup est adhérente à l'Union de Coopérative « France Prune » dont elle détient 2,67 % des parts. Son activité principale consiste à assurer le séchage des prunes des entreprises issues des vergers des adhérents à l'Union France Prune.

La coopérative PRUVAL applique deux cahiers des charges de certification produit :

- la certification IGP Pruneaux d'Agen,
- la certification France Prune.

► LE PROJET

Le projet porte sur la modernisation des installations de séchage :

- installation d'une enclayeuse,
- adaptation de la déclayeuse ,
- acquisition de claies de séchage supplémentaires.

Ces nouveaux équipements permettront :

- d'adapter la capacité de fonctionnement à la production de prunes issues du verger des adhérents,
- de préserver davantage la qualité des fruits en diminuant le temps d'attente de la prune fraîche avant séchage,
- d'améliorer l'organisation du travail, grâce à un matériel plus performant et un réaménagement des postes de travail dans le respect des conditions de sécurité et une moindre pénibilité.

► LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILIER

Investissement Immobilier	A réaliser	Retenu Conseil Général
Installation enclayeuse + déclayeuse	184 974 €	184 974 €
Claies supplémentaires	9 275 €	9 275 €
Frais divers liés aux installations	5 827 €	3 385 €
TOTAL IMMOBILIER	200 076 €	197 634 €

Les dépenses liées à l'aménagement de la chaîne d'enclayage/déclayage sont de l'investissement immobilier et non de l'investissement mobilier car ce matériel est ancré au sol à demeure.

Ces dépenses sont éligibles à la politique *Avenir Entreprise* du Conseil Général qui pourrait intervenir à hauteur maximale de 20 % des dépenses.

En effet, le taux d'aide maximum applicable sur ce dossier est de 20 % (au lieu de 40 % pour les PME de l'agro-alimentaire) car la coopérative ne peut être considérée comme une PME au sens réglementaire du terme, au vu de ses liens avec l'Union de Coopératives France Prune / SAS Maître Prunille.

► LE COÛT DE L'OPÉRATION

Investissements	Montant H.T.
Immobilier	200 076 €
Matériel	0 €
Immatériel	0 €
TOTAL	200 076 €

► CALCUL DE LA SUBVENTION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Compte tenu des dépenses retenues ci-dessus, le Conseil Général pourrait intervenir de la façon suivante, au titre de sa politique *Avenir Entreprise* :

- une aide de 5 138 €, en complément de l'aide cumulée d'un montant de 34 388 € apportée par la Région et l'Europe (FEDER).

	Investisse- ment prévu	Assiette retenue Conseil Général	Montant de subvention proposée
Investissement immobilier	200 076 €	197 634 €	5 138 €
Investissement matériel	0 €	0 €	0 €
Investissement immatériel	0 €	0 €	0 €
TOTAL	200 076 €	197 634 €	5 138 €

► LE PLAN DE FINANCEMENT

Dans ce cadre, le financement s'établirait comme suit :

	Montant
Conseil Général	5 138 €
Conseil Régional	17 194 €
Europe (FEDER)	17 194 €
Autres financements (emprunts)	160 550 €
TOTAL H.T.	200 076 €

► AVIS DU COMITÉ AVENIR ENTREPRISE

Après examen de la demande, le comité technique « Avenir Entreprise » considérant :

- que l'implantation locale de cette entreprise est importante dans le secteur agro- alimentaire,
- qu'il s'agit d'une valorisation économique intéressante pour le territoire départemental,

propose d'accorder à la coopérative PRUVAL une subvention d'un montant de **5 138 €** pour les investissements immobiliers, pour un programme d'investissements de 3 ans.

* * * * *

ETABLISSEMENT REMONDI-ZARROCA A MONTBARTIER

La société REMONDI S.A.S. a été créée il y a une cinquantaine d'années. Elle a été rachetée en mai 2008 par une société holding dénommée ZARROCA INVEST, créée spécialement à cet effet par M. Sébastien ZARROCA pour effectuer la reprise suivant le principe du L.B.O. (c'est-à-dire à partir d'un emprunt à moyen terme dit « dette senior » qui est venu compléter les apports de Sébastien ZARROCA). Aujourd'hui, Sébastien ZARROCA, Président Directeur Général, assure le contrôle de l'ensemble des fonctions de la société.

La société est spécialisée dans la maintenance, la réparation et la vente de matériels agricoles. Implantée à Saint-Paul-d'Espis, elle souhaite ouvrir une succursale à Montbartier.

► LE PROJET

Le programme d'investissements pour un nouveau site de production à Montbartier nécessite :

- l'acquisition d'un ensemble immobilier constitué d'un terrain de 10 000 m² sur lequel est édifié un hangar de 300 m²,
- des travaux de remise en état et d'agencement avec mise aux normes,
- une extension de 200 m² des bâtiments existants,
- des investissements en matériel et outillage.

A deux ou trois ans, la société devrait réaliser globalement un chiffre d'affaires d'environ 4 M€ avec un effectif de 15 à 16 personnes. Cela nécessitera une réorganisation au niveau du personnel afin de permettre au chef d'entreprise de se dégager un peu des tâches quotidiennes pour mieux se consacrer à la gestion d'ensemble de la société.

A plus long terme, la société envisage de poursuivre sa croissance et éventuellement, racheter des entreprises existantes, dans des zones géographiques non travaillées aujourd'hui.

► LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILIER

Investissement Immobilier	A réaliser	Retenu Conseil Général
Acquisition terrain 10 000 m ²	100 000 €	0 €
Acquisition hangar existant	140 000 €	140 000 €
Travaux de réhabilitation bâtiment existant	100 000 €	19 925 €
Construction nouveau bâtiment (200 m ²)	60 000 €	0 €
TOTAL IMMOBILIER	400 000 €	159 925 €

Le terrain de 10 000 m² n'est pas éligible à la politique *Avenir Entreprise* du Conseil Général, car il est porté par une société civile immobilière.

Sont éligibles les frais relatifs à l'acquisition du hangar existant (140 000 €), ainsi que les travaux de réhabilitation du bâtiment existant, dans la limite des dépenses effectivement réalisées à ce jour, soit 19 925 €. En effet, la concrétisation des dépenses restantes sur cette ligne reste aléatoire.

Les frais de construction du nouveau bâtiment ne seront pas retenus pour les mêmes raisons (incertitude de la dépense).

Il faut noter que le Conseil Régional n'interviendra pas sur ce dossier en raison de la nature de l'activité (vente et réparation de matériel agricole) qui ne relève, selon elle, ni de l'industrie, ni de l'artisanat de production ni des services de haut niveau technologique en amont d'un processus de fabrication.

► LE COÛT DE L'OPÉRATION

Investissements	Montant
Immobilier	400 000 €
Matériel	50 000 €
Immatériel	0 €
TOTAL H.T.	450 000 €

► CALCUL DE LA SUBVENTION DU CONSEIL GÉNÉRAL

	Investissement prévu	Assiette retenue Conseil Général	Montant de subvention proposée
Investissement immobilier	400 000 €	159 925 €	30 000 €
Investissement matériel	50 000 €	0 €	0 €
Investissement immatériel	0 €	0 €	0 €
TOTAL	450 000 €	159 925 €	30 000 €

Au total, une proposition de subvention d'un montant de **30 000 €** pour un programme d'investissements sur 2 ans.

► LE PLAN DE FINANCEMENT

Dans ce cadre, le financement s'établirait comme suit :

	Montant
Conseil Général	30 000 €
Autres financements (emprunt)	420 000 €
TOTAL HT	450 000 €

► AVIS DU COMITÉ AVENIR ENTREPRISE

Après examen de la demande, le comité technique « Avenir Entreprise » considérant :

- la localisation géographique de l'entreprise (Montbartier),
- son potentiel de création d'emplois (+ 3 personnes sur un effectif de 12),

propose d'accorder à l'établissement RÉMONDI-ZARROCA une subvention d'un montant de **30 000 €** pour les investissements immobiliers, pour un programme d'investissements de 2 ans.

* * * * *

SOCIÉTÉ ABSOGER AUX BARTHES

L'entreprise ABSOGER installée sur la commune Les Barthes depuis près de 30 ans par M. Gilbert GERBAUD, a débuté par la fabrication de pièces composites destinées à l'équipement des stations fruitières.

Se tenant en permanence à l'affût des nouvelles technologies et voulant répondre aux nouveaux besoins de son marché, M. Gilbert GERBAUD se lance dans le montage de chambres froides en panneaux isolants pour la construction, l'installation et la rénovation de chambres froides à atmosphère contrôlée, en créant la société GERBAUD ISOLATION.

Enfin, l'ensemble est complété par la société CARBOTRADE, dernière création de la famille, spécialisée dans la production de générateurs d'azote pour l'industrie (pétrolière, métaux, pharmaceutique, chimie, alimentaire...).

Aujourd'hui, c'est le fils, M. Sylvain GERBAUD, 30 ans, qui est aux commandes du groupe familial spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'appareils pour la modification et le contrôle de l'air (atmosphère contrôlée pour la conservation des fruits et légumes).

► LE PROJET

ABSOGER souhaite mettre au point un analyseur portable d'éthylène pour une utilisation en station fruitière, avec une précision de mesure inégalée de 0,01 ppm.

Aujourd'hui, ces produits existent pour le CO₂ et pour l'azote mais pas pour l'éthylène. Or, la criticité et l'importance de l'éthylène pour la conservation des fruits tels que la pomme et le kiwi sont aujourd'hui avérées.

Les objectifs poursuivis sont :

- créer 2 emplois nouveaux dont un poste de chercheur,
- équiper toutes les stations fruitières « à kiwis » de France puis les stations fruitières conservant les pommes,
- développer le marché néo-zélandais (n° 3 mondial de la production de kiwis) puis les autres marchés porteurs (Angleterre, Espagne, Iran...),
- développer de nouveaux marchés (Italie, Pays Bas, Allemagne...).

La réalisation de ce programme permettra :

- l'amélioration de la qualité des fruits (fermeté) en chambre froide,
- la diminution de l'utilisation de produits phytosanitaires en traitement post-récolte,
- l'amélioration du contrôle de la qualité de l'éthylène.

► LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILIER

Investissement Immobilier	A réaliser	Retenu Conseil Général
Réfection et mise aux normes d'une salle de peinture	30 000 €	30 000 €
Création d'une salle de laboratoire	40 000 €	40 000 €
Total immobilier	70 000 €	70 000 €

Les dépenses de réfection et mise aux normes sont éligibles à la politique *Avenir Entreprise* du Conseil Général, comme celles liées à la création d'un laboratoire.

Le Conseil Général peut intervenir sur cette assiette de dépenses à hauteur maximale de 20 %.

► LE COÛT DE L'OPÉRATION

Investissements	Montant
Immobilier	70 000 €
Matériel	60 000 €
Immatériel	205 000 €
TOTAL H.T.	335 000 €

A ce programme s'ajoute un montant de 120 000 € sur deux ans correspondant à la création d'un poste de chercheur dans l'entreprise. Ce volet du programme n'est pas éligible à la politique *Avenir Entreprise* du Conseil Général et est exclu du périmètre de cette étude.

► CALCUL DE LA SUBVENTION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Compte tenu des dépenses retenues plus haut, le Conseil Général pourrait intervenir de la façon suivante, au titre de sa politique *Avenir Entreprise* :

	Investissement prévu	Assiette retenue Conseil Général	Montant de subvention proposée
Investissement immobilier	70 000 €	70 000 €	14 000 €
Investissement matériel	60 000 €	45 000 €	3 000 €
Investissement immatériel	205 000 €	0 €	0 €
TOTAL	335 000 €	115 000 €	17 000 €

► LE PLAN DE FINANCEMENT

Compte tenu de ce qui précède, le financement s'établirait comme suit :

	Montant
Conseil Général	*17 000 €
Autres financements (emprunt + autofinancement)	318 000 €
TOTAL RECETTES	335 000 €

* 14 000 € au titre de l'aide à l'investissement immobilier au titre du présent rapport + 3 000 € au titre de l'aide à l'investissement matériel (voir le dossier présenté à cette même commission).

► AVIS DU COMITÉ AVENIR ENTREPRISE

Après examen de la demande, le comité technique « Avenir Entreprise » considérant :

- que l'entreprise possède un brevet très intéressant dans un domaine concurrentiel,
- qu'elle est bien implantée auprès du secteur arboricole du département mais aussi à l'étranger,

propose d'accorder à la société ABSOGER une subvention d'un montant de **14 000 €** pour les investissements immobiliers, pour un programme d'investissements de 3 ans.

SOCIÉTÉ GRETEL A CASTELSARRASIN

Spécialisée dans la fabrication de chaudières électriques et les modules de régulation et d'appoint solaire, l'entreprise GRETEL, installée depuis l'année 2001 sur la zone de l'Artel à Castelsarrasin emploie sept personnes.

La stratégie de GRETEL est basée sur la seule réputation de ses produits et son ancienneté sur le marché. Le succès du « bouche-à-oreille » est tel, que l'entreprise n'emploie pas de commercial pour réaliser ses ventes.

La plupart des ventes se font directement auprès de grossistes/revendeurs qui apprécient l'absence de maintenance sur les appareils qu'ils revendent, même si la marge de revente est plus faible.

► LE PROJET

Les locaux actuels créés en 2000 ont été conçus pour une production annuelle d'environ 2 000 appareils. En 2008, la société a connu une très forte augmentation de son chiffre d'affaires, avec 2 600 appareils sortis de la chaîne de montage, avec de grandes difficultés sur les plans de l'organisation de la production, la gestion des stocks ou la logistique.

Afin d'accompagner le développement de l'entreprise et augmenter sa capacité de production, il est désormais essentiel et urgent de moderniser l'outil de production et accroître la productivité.

Pour ce faire, il faut à la fois agrandir les locaux de production afin de doubler la chaîne de montage des appareils à usage domestique et créer un atelier pour la gamme industrielle, dans le but de dynamiser ce segment de marché.

Cet agrandissement doit s'accompagner d'une modernisation de l'outil informatique. Actuellement, celui-ci est constitué d'un progiciel standard EBP, dont les insuffisances sont compensées par la gestion de feuilles EXCEL et une base de données ACCESS. Cela se traduit par des saisies redondantes et peu réactives. Il n'existe par ailleurs aucun outil de simulation de charge de production ni de rupture d'approvisionnement, ni de suivi en temps réel de la fabrication. Il en va de même pour le stock, tout comme l'absence de suivi du SAV et le manque de traçabilité.

Compte tenu de cette progression régulière de l'activité et d'un cycle de production contractuel très court, il est nécessaire de mettre en place des outils logiciels adaptés, réactifs, n'impliquant pas de contraintes informatiques inutiles et totalement ouvertes sur le web.

La réalisation de ce projet de développement informatique passe par la réalisation d'un progiciel de GPAO.

Le programme d'investissements présenté ici concerne donc l'agrandissement des locaux et la mise en place d'un outil informatique de GPAO adapté et personnalisé.

Ces projets s'intègrent dans une démarche qualité et permettront :

- une meilleure maîtrise des activités de production,
- la réduction des coûts et l'accroissement de la capacité de production,
- un meilleur positionnement sur le marché,
- le respect des « contrats cadres de coopération commerciale » avec les grandes enseignes nationales de grossistes en chauffage/électricité,
- l'embauche d'un câbleur et d'un monteur,
- une première participation au salon INTERCLIMA+ELEC : salon du génie climatique et du génie électrique,
- le développement d'un partenariat avec des fabricants de ballons solaire, pour le lancement d'un nouveau produit : plateforme solaire combiné.

► LES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

Investissement Immobilier	A réaliser	Retenu Conseil Général
Charpente, couverture, fibro-ciment, bardage	27 837 €	27 837 €
Aménagement extérieur	11 578 €	11 578 €
Agrandissement hangar industriel	12 285 €	12 285 €
Menuiserie	3 896 €	3 896 €
Protection incendie	280 €	280 €
Dallage	5 736 €	5 736 €
Rack et palettes	1 155 €	1 155 €
Frais d'architecte	1 000 €	0 €
TOTAL IMMOBILIER	63 767 €	62 767 €

A l'exception des frais d'architecte, l'ensemble de ces travaux d'aménagement sont éligibles à la politique *Avenir Entreprise* du Conseil Général. Le Conseil Général peut intervenir sur cette assiette de dépenses à hauteur maximale de 20 %.

► LE COÛT DE L'OPÉRATION

Investissements	Montant
Immobilier	63 767 €
Matériel	5 380 €
Immatériel	28 000 €
TOTAL H.T.	97 147 €

► CALCUL DE LA SUBVENTION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Compte tenu des excellents résultats de la société et de la modestie relative du programme d'investissements, il vous est proposé d'accorder une aide du Conseil Général limitée à 10% des dépenses retenues.

	Investissement prévu	Assiette retenue Conseil Général	Montant de subvention proposée
Investissement immobilier	63 767 €	62 767 €	6 276 €
Investissement matériel	5 380 €	0 €	0 €
Investissement immatériel	28 000 €	28 000 €	2 800 €
TOTAL	97 147 €	90 767 €	9 076 €

► LE PLAN DE FINANCEMENT

Le projet ne peut pas bénéficier de l'intervention du Conseil Régional, car l'investissement réalisé est inférieur à son seuil d'intervention.

Dans ce cadre, le financement s'établirait comme suit :

	Montant
Conseil Général	* 9 076 €
Emprunts bancaires	88 071 €
TOTAL H.T.	97 147 €

* 6 276 € au titre de l'aide à l'investissement immobilier au titre du présent rapport + 2 800 € au titre de l'aide à l'investissement immatériel (voir le dossier présenté à cette même commission).

► AVIS DU COMITÉ AVENIR ENTREPRISE

Après examen de la demande, le comité technique « Avenir Entreprise » considérant :

- les bons résultats de la société en nature de développement et d'exploitation,
- le maintien et la création d'emplois productifs,

propose d'accorder à la société GRETEL une subvention d'un montant de **6 276 €** pour les investissements immobiliers, pour un programme d'investissements de 3 ans.

SOCIÉTÉ MINIER A BEAUMONT-DE-LOMAGNE

M. Gérard MINIER artisan sellier harnacheur, a créé son activité en 1995 à Beaumont de Lomagne, sur le territoire de la Communauté de Communes de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise, situé en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR). La société individuelle compte aujourd'hui un employé et M. Minier a contribué à la formation d'un apprenti, aujourd'hui professeur de sellerie.

Depuis quelques années, M. MINIER a augmenté sa production et appuie son développement sur le segment des professionnels. Courant 2008, il a fait le choix de quitter ses anciens locaux devenus vétustes pour s'installer dans un nouveau bâtiment dont il sera propriétaire. Ce projet fait l'objet du présent rapport.

L'activité de la société relève de la fabrication artisanale de matériel d'équitation et la revente de produits d'équipements du cheval et de son cavalier.

La Sellerie Traditionnelle est une petite entreprise appartenant à une tradition artisanale ancienne, spécialisée sur un métier rare. Cependant, elle est tournée vers l'avenir car elle a su s'adapter aux nouvelles façons d'aborder l'équitation. Son approche professionnelle lui assure une qualité de travail exemplaire et, son sens de l'humain, une fidélisation de la clientèle.

► LE PROJET

Le plan de développement de l'entreprise a pour objectif de répondre à la hausse de la demande dans les meilleures conditions. Il permettra également à l'entreprise de prendre possession d'un nouveau bâtiment et, par là, d'améliorer son organisation et sa productivité. Ainsi, le nouvel atelier occupera une superficie de près de 100m² où seront installées tables de coupe et machines à coudre, en sus d'un espace d'exposition de 80m² à l'étage (show-room).

Grâce à ce projet, l'entreprise espère accroître sa présence sur le segment des professionnels et des grossistes. Aujourd'hui, elle réalise 30 % de son chiffre d'affaires sur ce segment et elle souhaite doubler ses ventes auprès de cette clientèle au terme des trois prochaines années.

Le projet permettra aussi de pérenniser l'activité de l'entreprise, de créer un emploi et de conforter la vocation hippique du secteur de Beaumont de Lomagne.

► LES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

Ils ont pour objet la construction d'un bâtiment de 100 m² destiné à abriter, sur un même lieu, l'atelier de production et le show-room sur un terrain de 3 hectares situé à Esparsac. Ce terrain est la propriété de M. MINIER

Les investissements comprennent également l'aménagement d'une carrière, en complément du show-room, permettant de tester le matériel sur place.

Ces dépenses sont éligibles au dispositif *Avenir Entreprise* et le Conseil Général peut donc intervenir à hauteur de 10 342 €, soit 51 708€ x 20%.

Investissement Immobilier	A réaliser	Éligible Conseil Général
Toiture	6 121 €	6 121 €
Construction bâtiment	9 038 €	9 038 €
Isolation murs intérieurs	5 149 €	5 149 €
Chauffage	2 500 €	2 500 €
Carrière	7 300 €	7 300 €
Avancée terrasse	5 500 €	5 500 €
Volets	2 300 €	2 300 €
Crépi du bâtiment	4 000 €	4 000 €
Aménagement voie d'accès	5 000 €	5 000 €
Gouttières	800 €	800 €
Salle d'eau	4 000 €	4 000 €
TOTAL IMMOBILIER	51 708 €	51 708 €

► LE COÛT DE L'OPÉRATION

Investissements	A réaliser
Immobilier	51 708 €
Matériel	6 637 €
Immatériel	0 €
TOTAL	58 345 €

► CALCUL DE LA SUBVENTION DU CONSEIL GÉNÉRAL

	Investissement prévu	Assiette éligible Conseil Général	Montant de subvention proposée	Commentaires
Investissement immobilier	51 708 €	51 708 €	10 342 €	
Investissement matériel	6 637 €	0 €	0 €	Non retenu
Investissement immatériel	Aucun			
TOTAL	58 345 €	51 708 €	10 342 €	

Au total, une subvention d'un montant de 10 342 € pour un programme d'investissements sur 2 ans.

LE PLAN DE FINANCEMENT

La Région n'interviendra pas sur ce dossier en raison principalement de la nature artisanale de l'activité.

Le Conseil Général de Tarn-et-Garonne pourrait intervenir seul dans le cadre de sa politique *Avenir entreprise*, à hauteur de 20 % des dépenses liées à l'immobilier, soit un montant de subvention de 10 342 €.

	Montant
Conseil Général	10 342 €
Autres financements (emprunt)	48 003 €
TOTAL RECETTES	58 345 €

► AVIS DU COMITÉ AVENIR ENTREPRISE

Après examen de la demande, le comité technique « Avenir Entreprise » considérant :

- que M. MINIER a augmenté ses fonds propres,
- que le projet permettra aussi de pérenniser l'activité de l'entreprise,
- de créer un emploi,
- de conforter la vocation hippique du secteur de Beaumont de Lomagne,

propose d'accorder à la société MINIER une subvention d'un montant de **10 342 €** pour les investissements immobiliers, pour un programme d'investissements de 2 ans.

* * * * *

SOCIÉTÉ SBI TECHNOLOGIES A MONTAUBAN

L'activité de SBI TECHNOLOGIES entreprise située à Montauban, est la réalisation industrielle, sur mesure, d'éléments de prothèses dentaires métalliques ou en matériaux composites. L'entreprise est née du constat fait par des prothésistes dentaires, des difficultés rencontrées dans leur activité, notamment dues par l'importation d'éléments de prothèses dentaires venant du Maghreb ou de Chine avec une qualité aléatoire.

Le développement industriel de ces produits (rendu possible grâce aux progrès de l'informatique) est une solution intéressante permettant de conserver ces fabrications sur le territoire national.

SBI TECHNOLOGIES est dirigée par un prothésiste dentaire, ses collaborateurs sont des prothésistes et des mécaniciens.

► LE PROJET

Le projet de création de SBI TECHNOLOGIES est le résultat de la rencontre d'un micro-mécanicien et d'un prothésiste dentaire.

Près de 3 années de réflexion et d'études ont confirmé leur idée qu'il y avait sur le marché une place à prendre pour une entreprise capable d'industrialiser des tâches restées jusque là entièrement manuelles. Cette industrialisation est aujourd'hui rendue possible par l'utilisation des nouvelles technologies.

L'activité de la société est la réalisation industrielle « sur mesure » et en unitaire de prothèses dentaires, conçues suivant les besoins du client, dans différents alliages métalliques ou matériaux composites.

A ce jour, tous les essais dans différentes conditions et configurations ont été effectués sur des machines permettant ce type de tests en échelle réelle, avec une prise en compte de tous les paramètres à mettre en oeuvre pour le bon déroulement de ces procédés.

Les premiers mois, après la livraison des matériels, ont été consacrés :

- aux réglages nécessaires (au haut niveau de qualité) que l'entreprise s'est fixée comme objectif,

- ainsi qu'à des essais sur la plupart des produits qui sont proposés à la clientèle depuis le mois de janvier 2009.

La commercialisation a véritablement été entamée fin décembre 2008.

En effet, la stratégie choisie par les créateurs de l'entreprise, a été de démarrer en proposant une gamme de plusieurs produits suffisamment testés pour correspondre aux critères de qualité retenus.

Cette stratégie semble avoir été la bonne, puisque les démarchages d'entreprises, dans une période plutôt creuse pour la profession, se sont traduites tout de suite par des prises de commandes.

Le prévisionnel établi préalablement à la création de la société qui faisait apparaître un chiffre d'affaires de 530 000 € semble tout à fait réalisable dans les 12 mois suivant le début de la commercialisation.

Des surcoûts liés à des imprévus ayant entraîné des retards dans la mise au point des produits, ont mis à mal la trésorerie de la société. Une augmentation de capital de 125 000 € à laquelle ont participé le micromécanicien, le prothésiste et MP Croissance a permis de reconstituer la trésorerie, confortée tout récemment par le versement du contrat de développement d'OSEO.

La société emploie à ce jour 4 salariés, l'embauche d'un technicien supplémentaire interviendra au cours du 2ème semestre 2009.

► LES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

Investissement Immobilier	A réaliser	Retenu Conseil Général
Agencements et installations	18 440 €	18 440 €
TOTAL IMMOBILIER	18 440 €	18 440 €

Ces travaux d'aménagement sont éligibles à la politique *Avenir Entreprise* du Conseil Général qui peut intervenir sur cette assiette de dépenses à hauteur maximale de 20 %.

► LE COÛT DE L'OPÉRATION

Investissements	Montant H.T.
Immobilier	18 440 €
Matériel	1 457 901 €
Immatériel	11 941 €
TOTAL	1 488 282 €

► CALCUL DE LA SUBVENTION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Il vous est proposé d'accorder une aide du Conseil Général de 1 844 euros, qui viendrait en complément de l'intervention de la Région et de l'Europe.

Ainsi, au vu des dépenses retenues plus haut, le Conseil Général pourrait intervenir de la façon suivante, au titre de sa politique *Avenir Entreprise* :

	Investissement prévu	Assiette retenue Conseil Général	Montant de subvention proposée
Investissement immobilier	18 440 €	18 440 €	1 844 €
Investissement matériel	1 457 901 €	170 953 €	5 698 €
Investissement immatériel	11 941 €	0 €	0 €
TOTAL	1 488 282 €	189 393 €	7 542 €

► LE PLAN DE FINANCEMENT

Compte-tenu de ce qui précède, le financement s'établirait comme suit :

	Montant H.T.
Conseil Général	*7 542 €
Europe (FEDER)	29 500 €
Conseil Régional	29 500 €
Autres financements (crédit-bail, emprunts...)	1 421 740 €
TOTAL RECETTES	1 488 282 €

* 1 844 € au titre de l'aide à l'investissement immobilier au titre du présent rapport + 5 698 € au titre de l'aide à l'investissement mobilier (voir le dossier présenté à cette même commission).

► AVIS DU COMITÉ AVENIR ENTREPRISE

Après examen de la demande, le comité technique « Avenir Entreprise » considérant :

- que les procédés utilisés par cette entreprise sont innovants,
- la création de nouveaux emplois qualifiés dans le Tarn-et-Garonne,

propose d'accorder à la société SBI TECHNOLOGIES une subvention d'un montant de **1 844 €** pour les investissements immobiliers, pour un programme d'investissements de 3 ans.

Compte tenu de ce qui précède, je vous demanderais de bien vouloir délibérer et me faire connaître votre décision quant à l'octroi des subventions sollicitées.

Je vous précise que ces subventions seront éventuellement prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget départemental sur :

L'article 20426 sous-fonction 93 pour l'aide aux investissements en immobilier.

Autorisation de programme 2009	400 000 €
Engagement 2009	152 899 €
Engagement à la commission permanente de ce jour	67 600 €
Disponible	179 501 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu l'avis du Comité technique « Avenir Entreprise » réuni le 21 octobre 2009,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Accorde les subventions départementales suivantes pour les investissements immobiliers:

- . **5 138 €** à la COOPÉRATIVE PRUVAL à Saint-Loup (programme de 3 ans),
- . **30 000 €** à la société REMONDI-ZARROCA à Montbartier (programme de 2 ans),
- . **14 000 €** à la société ABSOGER aux Barthes (programme de 3 ans),
- . **6 276 €** à la société GRETEL à Castelsarrasin (programme de 3 ans),
- . **10 342 €** à l'entreprise MINIER à Beaumont-de-Lomagne (programme de 2 ans),
- . **1 844 €** à la société SBI TECHNOLOGIES à Montauban (programme de 3 ans),

- Impute les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à l'article 20426, sous-fonction 93 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,